entrevifs à titre gratuit ou onéreux, en faveur des tiers ou l'acquisition à son profit, il lui laisse l'usage de tous les modes de transmission ou d'affectation immobilière reconnus par notre droit, comme la vente, la donation entrevifs, l'échange, la société, l'hypothèque, les contrats usités chez toutes les nations et d'un usage presque universel entre elles, appelés pour cela contrat du droit des gens. Le pouvoir de faire ces contrats comprend aussi celui d'employer tous les agents que la loi met au service des parties contractantes pour en faciliter la perpétration et en assurer l'exécution. Ainsi l'étranger jouit du bénéfice du mandat pour contracter par procureur, quand il achète il peut faire élection de *command*, et créancier il peut user de l'antichrèse et du nantissement. Dans les contrats qu'il fait, toutes les stipulations permises aux nationaux lui sont facultatives, et la loi le couvre de toutes les protections qu'elle accorde aux nationaux. Mais si comme le bas-canadien elle le protège, comme ce dernier elle le punit aussi. Ainsi il est contraignable par corps pour folle enchère et punissable pour stellionat.

Capable d'acquérir la propriété, il peut le faire par la prescription aussi bien que par un acte translatif. Il peut jouir des démembrements de la propriété, comme de la propriété parfaite. Il peut acquérir une servitude, créer un usufruit, stipuler un droit d'usage et d'habitation comme il lui est loisible de prendre un héritage à bail emphytéotique. En deux mots on peut lui appliquer le brocard "qui peut le plus peut le moins, et qui est capable du principal peut les accessoires comme il y est tenu."

Sous l'ancien droit français, l'étranger était capable de tous les actes du droit des gens, dont les principaux ont rapport à la transmission immobilière. Comme la faculté de disposer de la propriété immobilière, comprend celle de faire les autres contrats d'une moindre importance, on tenait pour maxime, que tous les actes entrevifs étaient de son domaine. On ne reconnaissait que les dispositions à cause de mort et la transmission par succession, comme offrant une barrière à sa capacité. Le mariage comme sacrement lui était sans doute permis, puisque ce contrat est du droit naturel, et on le lui laissait aussi libre comme contrat civil. Il lui était